

RAPPORT SUR QUATRE RENCONTRES SUR LA MONDIALISATION

LOUIS SABOURIN

Je suis particulièrement heureux, à l'occasion du dixième anniversaire de l'Académie, de faire le point, à titre de coordonnateur, sur les travaux portant sur la mondialisation. Ce thème s'est imposé presque spontanément à la suite des requêtes formulées par de nombreux membres de l'Académie, compte tenu de la croissance et des effets de la mondialisation sur l'ensemble des sociétés et, il ne faut pas l'oublier, des interventions répétées sur le sujet par Jean-Paul II.

Nous avons d'abord organisé, en février 2000, un séminaire, réunissant à la fois des experts invités et des membres de l'Académie, afin de définir les principaux domaines qui feraient l'objet des travaux sur la mondialisation. Les actes de ce séminaire, *The Social Dimensions of Globalization* (2000) ont été publiés quelques mois plus tard et ont permis de tracer un plan de recherche axé sur des thèmes précis qui ont fait l'objet des débats lors des assemblées générales des trois années consécutives et des publications suivantes:

- *Globalization, Ethical and Institutional Concerns* (2001)
- *Globalization and Inequalities* (2002)
- *The Governance of Globalization* (2003).

Notre objectif était quadruple. D'abord, retenir des thèmes déterminants qui permettraient de tirer profit de la riche expérience de la majorité des membres de l'Académie dans ce domaine. Deuxièmement, inviter aussi des spécialistes qui ont longuement réfléchi aux sujets figurant à l'ordre du jour et des praticiens de diverses régions du monde et de différents milieux afin de refléter le mieux possible les réalités diverses de la mondialisation. Troisièmement, chercher à ce que ces recherches et ces débats puissent contribuer aux réflexions de l'Église en matière de mondialisation. Enfin, nous espérons pouvoir préparer une synthèse de ces travaux en vue de futu-

res discussions aussi bien avec le magistère qu'avec d'autres groupes ailleurs dans le monde, comme nous l'avons fait à Rome en 2002 avec les ambassadeurs près le Saint-Siège ainsi qu'à l'occasion d'un colloque très fructueux au Mexique, en juin 2004.

La mondialisation est évidemment l'aboutissement d'un long processus qui plonge ses racines dans l'Histoire. Pour plusieurs observateurs, la mondialisation remonterait au 15^{ème} siècle à l'époque des conquêtes européennes et du mercantilisme. Elle s'est transformée graduellement au fil du temps, des inventions, des idéologies dictées principalement par les grandes puissances. Ainsi, l'apparition du capitalisme en Angleterre et de la révolution industrielle au 18^{ème} siècle ont donné une grande impulsion à la mondialisation. L'émergence du système de production et de consommation de masse aux États-Unis, l'expansion des entreprises multilatérales, l'irruption du pétrole et de l'électricité, le boom de l'acier et de l'industrie chimique, la recherche de l'innovation et la nouvelle organisation du travail y ont aussi contribué.

L'explosion des transports et des communications, l'internationalisation des marchés financiers, le développement du commerce international et des investissements à l'étranger, les mouvements de populations, la multiplication du nombre des États et des organismes internationaux ont été d'autres éléments qui ont favorisé la montée de la mondialisation à côté des conflits, des préoccupations en matière de développement et d'environnement sans oublier les changements technologiques. Si la mondialisation est là, on constate toutefois que le monde est loin d'être un.

En réalité, il existe de nombreuses façons d'envisager la mondialisation, à partir de critères économiques, financiers, politiques, philosophiques, démographiques, juridiques, sociaux, culturels, religieux, écologiques et bien d'autres encore. De plus, chacun l'envisage la plupart du temps, à partir de son propre pays ou de son institution, en tenant compte de ses aspirations et de ses intérêts. Enfin, les acteurs de la mondialisation ne cessent de croître. A côté des 191 États qui sont maintenant membres des Nations Unies et des 450 organismes interétatiques, on compte des milliers de firmes multinationales qui jouent un rôle déterminant dans l'économie internationale et d'associations non gouvernementales qui veulent s'exprimer au nom des sociétés civiles. Et ce nombre grandira à l'avenir, on peut en être certain.

Si la gouverne d'une telle mondialisation est devenue une nécessité, il n'existe pas de consensus sur ce qu'elle devrait être et quelle forme elle devrait prendre car l'idée d'un véritable gouvernement mondial demeure toujours un projet illusoire. C'est un défi gigantesque qui revient presque

à dire qu'il faut gouverner sans gouvernement à l'échelon mondial. C'est sans doute pourquoi on a inventé, il y a une vingtaine d'années, les expressions "gouvernance mondiale" et "bonne gouvernance". Si la bonne gouvernance est devenue le "crédó" de plusieurs institutions nationales et internationales, notamment en matière de gestion et d'aide au développement, la gouvernance mondiale est un phénomène plus difficile à saisir et à définir. On l'envisage le plus souvent par strates, c'est-à-dire par couches successives en sachant fort bien que les notions de souveraineté, de pouvoir, de puissance et de défense des intérêts nationaux sont toujours au cœur des rapports internationaux, mettant ainsi des freins à la mise en œuvre d'une véritable gouvernance mondiale.

C'est pourquoi la gouvernance mondiale demeure à la fois un concept abstrait et un vœu. Sa conception théorique doit inévitablement s'accompagner d'une approche dynamique qui en fournirait les conditions de viabilité et de fonctionnement efficace, c'est-à-dire d'exister et de prospérer. Il faudrait en fait s'entendre sur l'organisation de la direction et sur les objectifs à moyen et long terme, sur la mise en commun des ressources, sur la définition des formes de coordination et des procédures de contrôle diplomatique. Le cahier de charge, on s'en rend compte, sera très lourd. Il comprendra pas seulement des tâches à caractère économique et technologique mais aussi à caractère stratégique, politique, social et environnemental et d'autres encore. Le fardeau est multidimensionnel et exigera une bonne dose de réglementation au moment où la déréglementation et la libéralisation sont à la mode. Par-dessous tout, à une époque où on a l'impression que certains ont mis l'avion sur "pilote automatique", il faudra se demander à qui l'humanité devra confier son pilotage.

Je me permettrai de tirer trois conclusions spécifiques qui découlent de nos travaux.

Premièrement, après avoir analysé les différents paramètres à la fois verticaux et horizontaux de la globalisation, il faut conclure que les visions que l'on s'en fait diffèrent grandement d'un milieu à un autre. Ces visions dépassent les cloisonnements étanches que laisseraient entendre les porte-parole soit d'un élargissement et d'un approfondissement du processus actuel de la globalisation, soit d'une réforme profonde réclamée par les "anti" et les "alter" mondialistes.

En second lieu, comme on l'a vu lors de l'assemblée portant sur les aspects éthiques et institutionnels de la mondialisation, celle-ci exige l'établissement de normes et d'institutions qui peuvent la réguler pour qu'elle puisse servir non pas une minorité mais l'ensemble de la population de la

planète. Or les travaux de l'assemblée suivante, ont mis en lumière combien la globalisation n'avait pas suscité un rétrécissement des inégalités mais avait contribué au contraire à les élargir dans plusieurs régions du monde.

Troisièmement, les revendications en vue de l'établissement d'une nouvelle gouvernance mondiale émanent aussi bien des pays industrialisés que des pays en développement où la solution des principaux problèmes politiques, stratégiques, économiques et sociaux passe par la quête d'une gouvernance planétaire. Comme on l'a vu lors des travaux qui ont mené à la publication du volume sur le sujet, cette quête d'une nouvelle gouvernance mondiale fait face à des obstacles majeurs et n'est donc pas pour demain. Cependant, comme les États ne peuvent apporter seuls des solutions aux crises de différentes sortes auxquelles l'humanité doit faire face, la gouvernance mondiale exige de nouveaux types de coopération à divers niveaux et pas seulement entre les États et les organismes interétatiques mais aussi avec d'autres entités représentant la société civile. L'Église a évidemment une place à occuper et un rôle à jouer. C'est dans cet esprit que nous souhaitons préparer une synthèse de nos recherches et nos publications.

Je saisis l'occasion qui m'est offerte ici pour remercier tous ceux et celles, membres de l'Académie et experts invités, qui nous ont accompagnés dans ces travaux sur la mondialisation.